

## **Communication 5 L'Ecole dans les Outre-mer et l'illusion de l'ascenseur social : réflexions sur la scolarisation obligatoire des peuples autochtones de la Guyane et de la Polynésie française**

### **Maurizio Ali**

Assistant temporaire d'enseignement et de recherche (ATER)  
École supérieure du professorat et de l'éducation de la Martinique – Université des Antilles. Laboratoire EASTCO (EA4241)  
maurizio.ali@espe-martinique.fr

### **Rodica Ailincai**

Maître de conférences HDR Université de la Polynésie française  
Laboratoire EASTCO (EA4241)  
rodica.ailincai@upf.pf

**Mots clés : autochtonie, échec, identité, Outre-mer, réussite, scolarisation**

Nombre d'observateurs s'accordent pour affirmer que le modèle républicain français – et son « indifférence aux différences » – est désormais en crise. La société française est en fait constituée d'une extraordinaire variété de communautés ethniques et culturelles, certaines pouvant être définies comme autochtones, et qui réclament de plus en plus leur altérité et la prise en compte de leurs spécificités culturelles. Les effets de cette crise sont particulièrement visibles dans le cadre scolaire dans la mesure où le système éducatif national n'a pas réussi à relever le défi que lui imposait son triple rôle de bastion du patrimoine culturel de la nation, de forge de citoyens et de fabrique de professionnels. Le manque d'équité dont ce dernier semble souffrir fait qu'il est difficile pour les élèves provenant de milieux défavorisés d'obtenir de bonnes performances scolaires, ce qui fait douter certains analystes quant à la capacité de ce système à fonctionner comme mécanisme d'ascension sociale. Bien que les organismes publics chargés de l'éducation aient souvent considéré que les causes de cet échec étaient liées à la personnalité, aux compétences langagières et au milieu social des élèves, d'autres recherches ont mis en lumière qu'en réalité, la réussite dépend plutôt de la capacité de l'école à les intégrer et à leur offrir un parcours d'apprentissage adapté à leurs spécificités socioculturelles et aux besoins de leur communauté.

Cette communication, qui s'appuie sur les résultats d'une étude ethnographique, vise à décrire la situation de deux communautés autochtones – les Wayana-Apalai de la Guyane et les Enata de la Polynésie française – afin d'analyser les raisons et les facteurs sous-jacents à une telle problématique. Il s'agit de deux groupes qui revendiquent leur identité autochtone et qui partagent une histoire coloniale similaire, caractérisée par une intégration à l'Etat français qui a été possible grâce surtout à l'établissement d'un système de scolarisation obligatoire visant à « forger des citoyens » et à former des professionnels capables de réaliser les tâches nécessaires au développement de ces territoires périphériques de la Nation.

L'étude que nous voulons présenter dans le cadre de ce colloque vise justement à démontrer que, d'un point de vue anthropologique, le développement des enfants

Wayana-Apalaï et Enata – en dépit de la distance géographique qui sépare les deux communautés - est associé aux mêmes domaines : celui des compétences scolaires et celui des compétences « autochtones », soit l'ensemble des attitudes et des connaissances nécessaires à la survie dans leur habitat. Toutefois, si d'un côté leur réussite scolaire est limitée par certains obstacles structurels (générés par une gestion étatique des ressources économiques qui privilégie le territoire métropolitain) et idéologiques (produits par des logiques « coloniales » qui animent, aujourd'hui encore, l'action éducative de l'État), d'un autre côté leur réussite sociale est limitée par le fait que, pour la plupart de leurs parents, la transmission des données culturelles propres à leur communauté est considérée comme secondaire par rapport aux savoirs scolaires.

Les résultats que nous voulons présenter dans le cadre de ce colloque montrent que les difficultés d'intégration des jeunes Wayana-Apalaï et Enata (lesquels s'adaptent avec difficulté à leur double identité, de membres d'une communauté autochtone rurale et de citoyens de la République appelés à contribuer au développement économique de la nation) est, finalement, un symptôme de l'échec partiel de l'école dans l'Outre-mer, qui n'a pas atteint son objectif paradigmatique d'assurer la « réussite pour tous ». L'utopie multiculturelle qui a justifié l'action et les décisions des organismes de l'État, surtout en ce qui concerne les politiques éducatives, a en effet montré ses nombreuses limites. À l'aube de ce troisième millénaire, cette situation nous invite à réfléchir à la mission de l'école et à nous poser une question basique mais nécessaire : si l'école n'est pas un ascenseur social et si elle n'est pas capable de garantir l'égalité des chances pour tous les élèves, quelles réformes sont envisageables pour atteindre une vraie égalité des chances dans les contextes autochtones de l'Outre-mer ?

## **Bibliographie**

Coïaniz, A. ; Marsetti, J. et Francequin, G. (2001) (dir.). *Enseigner en Guyane. L'école au risque de l'interculturel*. Paris : L'Harmattan.

Malogne, G. (2001). « L'éducation en Polynésie française : une socialisation à la dépendance ou à l'indépendance ? ». *Revue juridique polynésienne*, 7 : 803-816.

Ogbu, J.U. (1992). « Les frontières culturelles et les enfants de minorités ». *Revue Française de Pédagogie*, 101 : 9-26.

Poirine, B. (1991). « L'échec scolaire des polynésiens ». *Bulletin de la Société des études océaniques*, 253 (XXI – 4, mars) : 307-310.

Vernaudon, J. et Fillol, V. (2009) (dir.). *Vers une école plurilingue dans les collectivités françaises d'Océanie et de Guyane*. Paris : L'Harmattan.